



Contre ce gouvernement et sa politique qui nourrit le Front national !

Le gouvernement poursuit la destruction du droit à la retraite entamé depuis 20 ans. Mais aujourd'hui, à la différence de 1995, 2003, 2010, cette régression passe sans véritable résistance.

Le piège du dialogue social.

Sur les retraites, si une partie du mouvement syndical -autour de la CFDT- est complètement en accord avec le gouvernement, les directions syndicales affirmant leur opposition ont joué le jeu du dialogue social qui ne sert qu'à légitimer les reculs. Alors que le patronat n'a qu'un objectif, réduire les salaires et la protection sociale, détruire le droit du travail, nous faire travailler toujours plus et plus durement, rien de bon pour les salariéEs ne peut lui être arraché dans des négociations à froid, sans mobilisation.

Une réforme de droite par un gouvernement socialiste

Pour la première fois, c'est un gouvernement du Parti socialiste et des Verts, une majorité élue pour nous débarrasser de la droite qui imposent une telle régression sociale. Ni un moindre mal, ni équilibré, ce texte prolonge toutes les précédentes contre-réformes de droite en augmentant encore une fois la durée de cotisation pour une retraite pleine et entière.

Dans tous les pays de l'Union Européenne, les mêmes reculs sociaux sont imposés aux populations, par des gouvernements, tantôt de droite, tantôt socialistes, obéissant aux mêmes capitalistes qui mettent à profit la crise pour détruire les acquis sociaux. C'est une politique globale qui ne se combat ni par quelques amendements ni par quelques journées d'actions mais par une véritable épreuve de force.

S'affronter au gouvernement.

Toutes les résistances affrontent le gouvernement : les parents et enseignantEs contre les rythmes scolaires, les sans-papiers pour leur régularisation, les étudiantEs qui rejettent la réforme universitaire, les opposantEs au projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes, les salariéEs qui refusent de travailler plus pour gagner moins au nom du chantage à l'emploi des accords de compétitivité... Le racisme de Valls et de ses flics contre les Roms, le matraquage de celles et ceux qui défendent l'hôpital public à l'Hôtel-Dieu complètent cette politique réactionnaire. La victoire d'une lutte encouragerait les autres et montrerait qu'il est possible de faire céder le gouvernement.

Défendre le meilleur pour éviter le pire.

Les politiques menées pourrissent toute la société. Elles minent les conditions de vie de millions d'hommes et de femmes mais aussi toutes les espérances politiques et sociales. Elles ouvrent la porte au pire, à l'extrême droite qui prétend représenter une solution nouvelle, une issue au désespoir social alors que chaque fois qu'elle est au pouvoir elle mène une politique encore plus brutale pour les pauvres et les excluEs, plus injuste pour les salariéEs et plus favorable aux riches et aux patrons.

La réponse à la crise est à l'inverse, dans une opposition de gauche au gouvernement qui défende le partage des richesses, le partage du travail, l'égalité des droits, le pouvoir de décider de nos vies et de contrôler la marche de la société.

MUNICIPALES A ANGERS :

POUR UNE ALTERNATIVE ANTICAPITALISTE

Le 3 octobre dernier, le comité NPA d'Angers a écrit à Alternative Libertaire, aux organisations du Front de gauche et à Lutte ouvrière pour leur proposer de discuter des prochaines élections municipales. En effet, alors que la municipalité PS-EELV s'apprête à se présenter sur trois listes distinctes et que la droite et l'extrême-droite cherchent à surfer sur le désarroi populaire et les préjugés réactionnaires pour faire oublier les responsabilités des capitalistes dans la crise, nous pensons qu'il faut construire une véritable alternative anticapitaliste.

En cette rentrée, nous nous retrouvons ensemble dans de nombreuses luttes, notamment contre la nouvelle réforme antisociale des retraites imposée par un gouvernement soi-disant de gauche. Par le passé, nous nous étions retrouvés au coude à coude aux côtés des salariés de Thomson. Nous nous retrouvons aussi dans la défense des droits des femmes et nous avons manifesté ensemble l'an dernier pour les droits des personnes LGBT. Au printemps dernier, après l'assassinat de Clément Méric, nous nous sommes retrouvés pour dénoncer l'extrême-droite, dont l'influence ne cesse de monter du fait de la crise et des politiques procapitalistes qui se sont succédé depuis des années.

Enfin, nous partageons la conviction que l'urgence sociale et l'urgence écologique se rejoignent, notamment sur la question des transports, du logement et plus globalement des conditions de vie des salariéEs, et que ce n'est pas la loi du marché ou les taxes « vertes » socialement inégalitaires qui permettront d'y répondre.

C'est pourquoi nous pensons qu'à l'occasion des prochaines élections municipales à Angers, l'ensemble des courants et forces politiques qui s'opposent, d'un point de vue anticapitaliste, à la politique du gouvernement actuel et à sa déclinaison municipale ainsi qu'à tout retour de la droite, et à l'extrême-droite devraient se regrouper sur une même liste pour exprimer les intérêts des travailleuses et travailleurs, des salariéEs, des locataires.

AGENDA

- **vendredi 18 octobre à 20h** : Retour de Palestine (Réalités de l'occupation : le choc d'une confrontation), salle Thiers-Boisnet, 15 rue Thiers à Angers. Réunion organisée par l'AFPS.

- **mardi 22, vendredi et samedi 25-26 octobre** : journées **d'Égal à Égales 2013**. « Inégalités Femmes/Hommes : c'est quoi ce travail ? ». Angers, Espace Culturel de l'Université (le 22 à 19h) et Salons Curnonsky (les 25-26).

L'UMP TAUGOURDEAU, LE ZORRO DES PATRONS

L'Assemblée nationale examine en ce moment le projet de loi pro-patronal du gouvernement dit de "*simplification et de sécurisation de la vie des entreprises*". Les règles applicables à la rupture du contrat de travail pendant la période d'essai y étaient initialement prévues "*dans le respect des droits des salariés*". C'en était trop pour le Zorro de Beaufort-en-Vallée, qui a victorieusement fait ajouter "*et des employeurs*".

C'est vrai, quoi, faut rétablir la symétrie : c'est bien connu qu'un salarié en période d'essai et un patron sont et doivent être à "égalité" lors d'une rupture de contrat... Du moins les Taugourdeau et autres UMP cyniques le proclament-ils, qui n'ont jamais lu la fable de La Fontaine sur Le Pot de terre et le Pot de fer. Le plus révoltant dans l'affaire est pourtant que l'amendement a été adopté, donc avec le soutien des députés du PS... Jusqu'où iront-ils ?

Faites vivre l'anticapitalisme :
Souscrivez pour le NPA !

1 million d'euros !
10.000 souscripteurs !

(les dons ouvrent droit à une réduction d'impôts égale à 66% de leur montant dans la limite de 20 % du revenu imposable)

Lisez l'hebdo du NPA :
L'Anticapitaliste

Imprimerie spéciale – Ne pas jeter sur la voie publique